

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2452

[C — 2009/31341]

**14 MAI 2009. — Arrêté 2009/389 relatif à la création d'un comité de référence relatif à l'intervention d'un tiers dans la vie relationnelle, affective et sexuelle de la personne en situation de handicap en Région bruxelloise**

Le Collège,

Vu les articles 128,138, et 178 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu l'article 3 du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'article budgétaire 8.05.02 du budget du service bruxellois francophone des personnes handicapées : « honoraires, jetons du conseil consultatif et frais d'étude »

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 4 mai 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 18 mars 2009;

Considérant que la vie relationnelle, affective et sexuelle fait partie intégrante des droits des personnes handicapées. Ces domaines peuvent requérir l'intervention d'un tiers, celle-ci pouvant s'avérer problématique;

Considérant que les thématiques en lien avec la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes handicapées telles que l'intimité, la contraception, la parentalité, les mesures de protection juridique et la satisfaction des besoins sexuels peuvent poser problème aux professionnels des centres et des services spécialisés dans le domaine du handicap et/ou des services généraux, aux pouvoirs publics, aux usagers handicapés et à leur famille;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales***Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. Conseil consultatif : le Conseil consultatif – section personnes handicapées de la Commission communautaire française;

2. Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

3. Service bruxellois (Phare) : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées de la commission communautaire française;

4. Comité de référence : comité d'avis et de réflexion relatif à l'intervention d'un tiers dans la vie relationnelle, affective et sexuelle de la personne en situation de handicap;

5. Centre de ressources : service de documentation, d'information, d'échange autour de la thématique de la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap;

6. Ministre compétent : Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées

CHAPITRE II. — *Création, structure et missions***Art. 2.** Afin de répondre aux demandes d'avis relatives à l'intervention d'un tiers dans la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap, il est créé un comité de référence. Ces demandes d'avis peuvent émaner du Ministre compétent, du Conseil consultatif, des centres et des services accueillant ou accompagnant des personnes en situation de handicap, de leurs travailleurs, des délégués syndicaux, de services généraux concernés tels que les centres de planning familial, des usagers et des familles de celles-ci.

## Composition

**Art. 3.** Le comité de référence est composé de douze personnes. Il doit comporter au moins un juriste, un médecin, un spécialiste des questions éthiques, un spécialiste du handicap, un spécialiste des questions des relations interpersonnelles, un spécialiste de l'affectivité et de la sexualité, un représentant des associations de personnes handicapées et un représentant des fédérations.

Le Ministre compétent arrête la composition du comité de référence. Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans. Les président et vice-président sont nommés par le Ministre compétent pour une durée de cinq ans également. Leur mandat est renouvelable.

## Missions

**Art. 4.** Le comité de référence exerce :

- une fonction d'avis, sur demande ou d'initiative, concernant les aspects relatifs à l'intervention d'un tiers dans le cadre de la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap (avis généraux). Le comité de référence évaluera à chaque fois la recevabilité de la demande. Les avis généraux devront être accessibles au public;

- une fonction d'avis et de conseil pour les demandes relatives à une situation individuelle. Dans ce cas, les avis et les conseils portent sur l'intervention du tiers. Ils sont confidentiels et non contraignants, garantissent l'anonymat du requérant et de la personne handicapée concernée et font l'objet d'un rapport motivé, transmis exclusivement au requérant et reflétant les différents points de vue de ses membres.

CHAPITRE III. — *Fonctionnement***Art. 5.** Le comité de référence établit son règlement d'ordre intérieur.

## Désignations et nominations

**Art. 6.** -Les membres suivants : un spécialiste du handicap, un représentant d'associations de personnes handicapées et un représentant des fédérations sont désignés par le Ministre compétent sur proposition du Conseil consultatif. Ces personnes seront choisies au sein de ce dernier.

Pour les autres postes, la désignation se fait par le Ministre compétent après consultation du Conseil consultatif.

Un membre du centre de ressources sera invité permanent du comité de référence.

**Art. 7.** Un centre de ressources est mis à disposition de toute personne concernée par la prise en charge de la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap. Le centre de ressources a notamment pour missions de collecter, de traiter et de diffuser des données (nationales et internationales), des outils et des formations

existants relatifs à la prise en charge de la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes en situation de handicap ou pouvant être transposés à celle-ci, de répondre aux questions posées, de saisir le comité et d'alimenter sa réflexion, d'organiser des échanges de pratiques entre professionnels et d'organiser annuellement ou tous les deux ans un colloque présentant les travaux et les avancées dans le secteur.

#### Organisation des réunions et jetons de présence

**Art. 8.** Le comité de référence se réunit sur une base trimestrielle. Les membres ont droit à un jeton de présence lorsqu'ils participent, pour une durée minimale de deux heures, aux réunions du comité. Le montant du jeton de présence s'élève à 50 € par personne. Le montant sera adapté annuellement à l'indice des prix à la consommation. Ces jetons de présence et les frais de déplacement seront imputés à l'article budgétaire 8.05.02 « honoraires, jetons du Conseil consultatif et frais d'étude ».

#### Rapport d'activités

**Art. 9.** Le comité de référence établit annuellement un rapport d'activités qualitatif et quantitatif qui évalue la politique relative à l'intervention du tiers dans la vie relationnelle, affective et sexuelle des personnes en situation de handicap et formule des propositions d'amélioration. Le rapport établi est remis au Collège pour le 30 avril au plus tard.

Le comité peut, en outre, adresser aux autorités compétentes, d'initiative et à tout moment, tout avis relatif à ses missions propres et à la politique de la vie relationnelle, affective et sexuelle.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Collège,

Président du Collège,

B. CEREXHE

Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,

E. HUYTEBROECK

#### VERTALING

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2452

[C — 2009/31341]

**14 MEI 2009. — Besluit 2009/389 betreffende de oprichting van een referentiecomité betreffende de tussenkomst van een derde in het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

Het College,

Gelet op de artikelen 128,138 en 178 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op artikel 3 van het decreet van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van personen met een handicap en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op begrotingsartikel 8.05.02 van de begroting van de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap : "Erelonen, presentiegeld van de Adviesraad en studiekosten";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 mei 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van het Collegelid belast met Begroting;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid van 18 maart 2009;

Overwegende dat het relationele, affectieve en seksuele leven integraal deel uitmaakt van de rechten van personen met een handicap. Voor deze domeinen kan de tussenkomst van een derde nodig zijn. Die tussenkomst zou problematisch kunnen zijn;

Overwegende dat onderwerpen in verband met het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap, zoals intimiteit, anticonceptie, ouderschap, juridische beschermingsmaatregelen en bevrediging van seksuele behoeften, problemen zouden kunnen veroorzaken voor de professionals van de gespecialiseerde centra en diensten in het domein van de handicap en/of van de algemene diensten, de overheid, de gebruikers met een handicap en hun familie;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet verstaan worden onder :

7. Adviesraad : de afdeling "Personen met een handicap" van de Adviesraad van de Franse Gemeenschapscommissie;

8. College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

9. Brusselse dienst (Phare) : de Brusselse Franstalige Dienst voor Personen met een handicap van de Franse Gemeenschapscommissie;

10. Referentiecomité : advies- en reflectiecomité betreffende de tussenkomst van een derde in het relationele, affectieve en seksuele leven van de persoon met een handicap;

11. Hulpcentrum : documentatie-, informatie- en uitwisselingsdienst betreffende het onderwerp van het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap;

12. Bevoegde minister : het lid van het College bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting, structuur en opdrachten*

**Art. 2.** Om tegemoet te komen aan de adviesaanvragen betreffende de tussenkomst van een derde in het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap, wordt een referentiecomité opgericht. De adviesaanvragen kunnen uitgaan van de bevoegde minister, de Adviesraad, de centra en de diensten voor de opvang of de begeleiding van personen met een handicap, hun werknemers, de vakbondsafgevaardigden, de betrokken algemene diensten zoals de centra voor gezinsplanning, de gebruikers en hun familieleden.

## Samenstelling

**Art. 3.** Het Referentiecomité is samengesteld uit twaalf personen. Het omvat ten minste een jurist, een dokter, een deskundige inzake ethische kwesties, een deskundige inzake handicap, een deskundige inzake interpersoonlijke relaties, een deskundige inzake affectiviteit en seksualiteit, een vertegenwoordiger van de verenigingen van personen met een handicap en een vertegenwoordiger van de bonden.

De bevoegde minister stelt de samenstelling van het Referentiecomité vast. De leden worden aangesteld voor een periode van vijf jaar. De voorzitter en de vicevoorzitter worden aangesteld door de bevoegde minister, eveneens voor een periode van vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

## Opdrachten

**Art. 4.** Het Referentiecomité heeft :

- een adviserende functie, op aanvraag of uit eigen initiatief, betreffende de aspecten inzake de tussenkomst van een derde in het kader van het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap (algemene adviezen). Het Referentiecomité zal de ontvankelijkheid van de aanvragen elke keer opnieuw beoordelen. De algemene adviezen moeten toegankelijk zijn voor het publiek;

- een adviserende en raadgevende functie voor aanvragen betreffende een individuele situatie. In dit geval hebben de adviezen en de raadgevingen betrekking op de tussenkomst van een derde. Ze zijn vertrouwelijk en niet-bindend, ze garanderen de anonimiteit van de aanvrager en van persoon met een handicap in kwestie en ze maken het voorwerp uit van een gemotiveerd verslag dat uitsluitend aan de aanvrager bezorgd wordt en waarin de verschillende standpunten van de leden weergegeven worden.

HOOFDSTUK III. — *Werking*

**Art. 5.** Het Referentiecomité stelt een huishoudelijk reglement op.

## Aanstellingen en benoemingen

**Art. 6.** De volgende leden : een deskundige inzake handicap, een vertegenwoordiger van de verenigingen van personen met een handicap en een vertegenwoordiger van de bonden, worden aangesteld door de bevoegde minister op voorstel van de Adviesraad. Deze personen worden gekozen uit de Adviesraad.

Voor de overige posten gebeurt de aanstelling door de bevoegde minister na raadpleging van de Adviesraad.

Een lid van het Hulpcentrum wordt op permanente basis uitgenodigd door het Referentiecomité.

**Art. 7.** Een hulpcentrum wordt ter beschikking gesteld van elke persoon die betrokken is bij de zorg voor het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap. Het Hulpcentrum heeft als opdracht onder meer het verzamelen, behandelen en verspreiden van bestaande (nationale en internationale) gegevens, instrumenten en opleidingen die betrekking hebben op de zorg voor het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap of die daarvoor in aanmerking zouden kunnen komen, het beantwoorden van gestelde vragen, het voorleggen van dossiers aan het Referentiecomité en het voorzien van reflectiemateriaal, het organiseren van praktische uitwisselingen tussen professionals en het jaarlijks of tweejaarlijks organiseren van een colloquium betreffende de gerealiseerde werken en de geboekte vooruitgang in de sector.

## Organisatie van de vergaderingen en presentiegeld

**Art. 8.** Het Referentiecomité vergadert op driemaandelijks basis. De leden hebben recht op presentiegeld als zij de vergaderingen van het Referentiecomité gedurende ten minste twee uur bijwonen. Het presentiegeld bedraagt 50 euro per persoon. Het bedrag wordt jaarlijks aangepast aan de index van de consumptieprijs. Het presentiegeld en de verplaatsingskosten worden ingeschreven op begrotingsartikel 8.05.02 : "Erelonen, presentiegeld van de Adviesraad en studiekosten".

## Activiteitenverslag

**Art. 9.** Het Referentiecomité stelt jaarlijks een kwalitatief en kwantitatief activiteitenverslag op waarin het beleid inzake de tussenkomst van een derde in het relationele, affectieve en seksuele leven van personen met een handicap geëvalueerd wordt en waarin verbeteringsvoorstellen geformuleerd worden. Het verslag wordt ten laatste op 30 april aan het College bezorgd.

Bovendien kan het Referentiecomité, op eigen initiatief en op eender welk moment, om het even welk advies betreffende zijn eigen opdrachten en betreffende het beleid inzake het relationele, affectieve en seksuele leven aan de bevoegde overheid richten.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 14 mei 2009.

Namens het College,  
Voorzitter van het College,  
B. CEREXHE

Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,  
E. HUYTEBROECK